

Jean-Claude Caron

Comment naissent les publications. Contexte et conditions de la renaissance du bulletin de la Société (1983-1991)

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Jean-Claude Caron, « Comment naissent les publications. Contexte et conditions de la renaissance du bulletin de la Société (1983-1991) », *Revue d'histoire du XIX^e siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 19 février 2006, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index948.html> ; DOI : 10.4000/rh19.948

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index948.html>

Document généré automatiquement le 03 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Jean-Claude Caron

Comment naissent les publications. Contexte et conditions de la renaissance du bulletin de la Société (1983-1991)

- 1 Les bibliothécaires le savent mieux que quiconque : le choix du titre d'une revue est essentiel, si l'on veut qu'elle soit facilement trouvable et identifiable par ses lecteurs potentiels. À cet égard, le choix du titre du premier bulletin de la Société de 1848 (*1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*) ne pouvait guère être plus mauvais. Il conjugue en effet en lui tous les défauts possibles. Cela n'empêcha pas ce bulletin de participer au renouveau de la Société d'histoire de 1848. C'est à l'origine de cette publication — devenue en 1995, avec son 11^e numéro, la *Revue d'histoire du XIX^e siècle* — que je voudrais consacrer cette communication. Loin d'être de la « petite histoire » ou de l'anecdote, l'épisode en question apparaît avec le temps comme révélateur de positions différentes sur ce qui devait être l'une des activités centrales de la Société : la production d'une publication périodique. Je voudrais avant toute chose rappeler que cette initiative prit corps grâce à l'appui de plusieurs personnes : Jean-Yves Mollier qui, en tant que trésorier, savait que tout adhérent s'attend à recevoir quelque chose en retour du paiement de sa cotisation ; Rémi Gossez, qui partageait le même souci et fut plus que réceptif à l'idée ; Philippe Vigier, qui présidait alors avec une présence chaleureuse aux destinées de cette Société. Cela posé, il est difficile d'évoquer un thème et une période où le « je » est autant présent, voire pesant. Sans parler même de la difficulté de se livrer à un exercice d'ego-histoire — mais comment dissocier l'acteur et le narrateur dans ce genre de communication ? —, la confrontation de souvenirs et de documents archivés produit nécessairement des remises en question et des perceptions divergentes, illustrations d'une mémoire parfois prise en défaut. Plus que cela, ce travail fait revivre des instants et parfois des individus disparus, non sans nostalgie. Que faire, enfin, d'archives tièdes encore, telles des lettres dont le caractère professionnel se conjugue parfois avec le privé, voire l'intime ? Habitué à travailler sur des individus morts et enterrés depuis longtemps, je ne suis guère armé face à ce mélange des genres et des temporalités lorsqu'il s'agit de mes contemporains. Je présenterai donc une communication respectant les formes d'une ségrégation revendiquée entre le dit et le non-dit.
- 2 Pour Alain Faure, Jean-Yves Mollier et moi-même, notre premier interlocuteur fut Rémi Gossez. Ce dernier, attaché plus que quiconque à la pérennité d'une Société dans laquelle son père avait joué un rôle important, était convaincu de la nécessité de relancer un périodique. Je m'en ouvrais à lui au printemps 1983, en lui faisant part d'un projet de bulletin, souhait partagé avec Jean-Yves Mollier. Sa réponse fut claire : « C'est en effet la seule façon de légitimer la rentrée des cotisations annuelles, les colloques pouvant difficilement l'être »¹. Je fus donc en charge de cette publication périodique, une activité vécue comme un retour à la tradition. La lettre que j'avais adressée à Rémi Gossez le sollicitait pour faire l'historique de la Société, qui s'imposait comme sujet du premier article à publier — ce à quoi il répondit favorablement. Rémi Gossez l'a écrit ailleurs : la coopération avec les *Annales historiques de la Révolution française* comme avec *Romantisme* ne pouvait satisfaire les adhérents de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle, attachés à une forme d'autonomie éditoriale, et qui ne se reconnaissaient pas forcément dans les centres d'intérêt et les problématiques de la Société des études robespierristes comme de la Société des études romantiques. Il fallut encore près d'une année pour que la question soit portée devant les instances de la Société. Contenu, financement, périodicité, diffusion, stockage, tout faisait débat. Le principe de la publication d'un bulletin, une nécessité pour fidéliser les adhérents à la Société, fut adopté lors de l'Assemblée générale du 10 mars 1984. Le premier numéro était même annoncé pour l'année en cours, donc pour le quatre-vingtième anniversaire de la Société, mais cela ne se réalisa pas. La nouvelle, annoncée aux adhérents par le secrétaire

général, Alain Faure, fut toutefois tempérée par une information moins plaisante : le passage de la cotisation annuelle de 50 à 80 francs, ce qui représente une augmentation de l'ordre de 60%². À y regarder de plus près, il est avéré que le montant de la cotisation en cours (50 francs) était maintenu à un niveau d'autant plus bas qu'aucune publication ne la justifiait plus depuis plusieurs années.

4 Une réunion décisive eut lieu le 10 mai 1984 : il s'agissait pour le Comité directeur de la Société de décider de la « création du Bulletin de la Société »³. L'essentiel des articles était alors programmé, en particulier les communications de Rémi Gossez sur l'histoire de la Société, de Pierre Vaysse sur la Seconde République et les Beaux-Arts, présentée lors de l'Assemblée générale de la Société en 1981, et d'Edith Rozier-Robin sur le souvenir du 2 Décembre dans la mémoire républicaine⁴. Étaient également programmées les communications présentées par trois conservatrices aux archives nationales — Jeannine Charon-Bordas, Denise Devos, Odile Krakovitch — lors de l'Assemblée générale de 1984, traitant respectivement de la série CC, de la loi de réparation nationale de 1881 et des archives des bagnes de Cayenne et de Nouvelle-Calédonie. Les autres rubriques avaient été envisagées en amont : en particulier le mot du président, Philippe Vigier, les comptes rendus de colloques, et les comptes rendus de lectures. Mais, pour ces derniers, un problème matériel surgissait : trois maisons d'édition seulement (Fayard, Hachette, EDI) avaient répondu à une circulaire adressée à 27 d'entre elles pour leur demander l'envoi d'ouvrages en service de presse⁵. La dite circulaire avait pourtant mis en avant, pour justifier sa demande, quelques noms célèbres : le président d'honneur de la Société était Ernest Labrousse ; son président Philippe Vigier ; ses vice-présidents Maurice Agulhon, Henri Dubief et Michelle Perrot. Pour compenser cette timidité éditoriale, la rubrique fut nourrie d'autres titres, reçus par les auteurs de comptes rendus. Relativement au financement de ce Bulletin, la recherche de subventions fut entreprise, avec trois pistes principales : le CNRS, partenaire qui semblait naturel, mais qui s'intéressait aux colloques et pas au bulletin ; la mairie de Paris, au nom d'une longue tradition que Rémi Gossez avait exhumée, mais, en 1984, cela paraissait pour le moins utopique ; et la collaboration avec d'autres sociétés — ainsi l'association Histoire au présent se disait prête à participer au financement d'une partie des frais d'envoi si un encart leur était réservé dans notre bulletin.

5 Le débat lié au choix du titre du bulletin révéla des conceptions différentes de l'objet même de la Société de 1848. Le secrétaire aux publications proposa d'emblée plusieurs titres, après avoir suggéré qu'il serait bon d'éviter une formule trop banale, du genre Bulletin de la Société d'histoire de la révolution de 1848. Pressentant les enjeux liés au choix d'un titre et les résistances à des formes trop novatrices, il proposa un strict *1848*, ainsi que *Les Révolutions du XIX^e siècle*, ou un composé des deux, mais également *Utopie et action* ou encore *XIX^e siècle*, inspiré par ce que faisaient alors d'autres sociétés savantes pour d'autres périodes. Une large discussion s'engagea, au cours de laquelle chacun exprima ses réticences ou ses préférences. Des notes conservées surgit une double opposition assez marquée : d'une part entre ceux qui souhaitaient garder une forte visibilité de 1848 dans le titre, au nom de la tradition et de la continuité (ainsi de Maurice Agulhon, de Rémi Gossez, de Philippe Gut) et ceux qui préféraient un titre plus englobant (ainsi de Jacques Godechot, de Stéphane Michaud, de Catherine Duprat, d'Alain Faure) ; d'autre part, entre ceux qui incitaient à mettre en avant le mot de « révolutions » dans le titre (comme Jean-Yves Mollier, Alain Faure, Jacques Godechot, Catherine Duprat ou Robert Brécy qui proposa comme sous-titre du bulletin : 1830-1848-1871) et ceux qui souhaitaient l'accompagner d'une ou de plusieurs autres notions élargissant le champ d'étude de la Société, et en premier lieu Philippe Vigier : aussi Henri Dubief proposait-il sans succès *1848. Démocratie, société, culture* ; Pierre Vaysse, doutant que la date de 1848 soit parlante pour le public, aurait souhaité que le mot de progrès figurât dans le titre ; tandis qu'Odile Krakovitch, à l'écoute des propositions et soucieuse de synthèse, semble avoir été la première à formuler *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, titre auquel se rallièrent Maurice Agulhon, Rémi Gossez, Pierre Lévêque, Philippe Vigier, ce qui entraîna un vote à l'unanimité. Dans le mot du président qui ouvre le premier numéro du bulletin, Philippe Vigier pose une question centrale dans des termes qui témoignent de sa position,

tout en conciliant les points de vue : « Y a-t-il place, actuellement, pour une société qui se donne pour tâche d'étudier les grandes mutations survenues au XIX^e siècle dans la France et dans le monde, ainsi que les problèmes qu'elles posent, les résistances qu'elles suscitent — ceci tout en respectant le désir des fondateurs d'attacher une particulière importance au phénomène révolutionnaire, et aux réactions qu'il provoque ? »⁶. Á lui seul, le sous-titre du mot du président résume assez bien la situation : « les raisons et les limites d'un retour aux sources ».

6 Au terme de ces débats naquit donc *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle. Bulletin de la Société d'Histoire de la Révolution de 1848 et des Révolutions du XIX^e siècle*. Ce titre difficilement classable en bibliologie, commençant par une date exprimée en chiffres, suivie d'un point, a pour seul mérite de traduire le consensus recherché et atteint. Ne s'avouant pas vaincu, le secrétaire de rédaction glissa toutefois dans la rubrique « La vie de la société » du numéro fondateur de 1985 sa conception de l'évolution du dit bulletin. Rappelant qu'avec cette publication périodique, la Société de 1848 renouait avec « une de ses tâches essentielles et naturelles », le secrétaire de rédaction émet le vœu que s'instaure un « débat sur la finalité scientifique et la spécificité d'un tel organe », ajoutant : « Débat d'où, peut-être, un jour, pourra sortir ce que beaucoup d'entre nous appellent de leurs vœux : une véritable revue du XIX^e siècle ». Il fallut dix ans pour que la chose se réalise. Peut-être cette lenteur s'explique-t-elle par le souvenir d'un passé proche dont la jeune équipe « recrutée » par Rémi Gossez n'avait pas nécessairement conscience. Ce dernier privilégie en effet, parmi les causes expliquant les difficultés rencontrées par la Société de 1848 à la fin des années soixante, le fait que celle-ci « voulut, pour d'honorables motifs scientifiques, vivre au dessus de ses moyens, sans étendre cependant ses ambitions jusqu'à devenir la société des "Dix-neuviémistes"... ». Et Rémi Gossez d'ajouter : « Depuis 1951, toujours plus constituée d'universitaires, la direction qu'ils lui donnèrent parut "sortir de son champ d'investigation traditionnelle" dans l'intention d'attirer un public étranger » — ce qui s'avéra illusoire.

7 Il restait à envisager le coût de cette publication qu'il sembla raisonnable de limiter à une périodicité annuelle. De l'étude de devis offrant plusieurs options, le secrétaire des publications avait abouti à une fourchette variant de 10 000 à 18 000 francs, frais d'envoi compris. Le fabricant finalement retenu — TAZ, acronyme de Thèses de A à Z — relevait davantage de l'officine de reproduction que du métier d'imprimeur au sens classique du terme, comme le révéla rapidement la qualité matérielle des deux premiers numéros du bulletin. Le premier numéro fut facturé en janvier 1985 au prix de 15 190 francs — soit près de 2 400 euros — pour 300 exemplaires de 120 pages⁷. Assez étonnante — par comparaison avec les pratiques actuelles — apparaît la répartition du coût entre quatre secteurs d'importance inégale : 1 650 francs pour la reliure, 1 800 pour l'impression de la couverture, 3 840 pour la frappe en traitement de texte (la quasi totalité des textes sont alors fournis sous la forme papier) et 7 900 (soit plus de la moitié du coût) pour la photocopie. Encore fallut-il ajouter 400 francs pour la photographie ornant la couverture (celle de la statue de Baudin) auxquels s'ajoutèrent 550 francs pour les droits de cette photographie⁸. Alors que la cotisation annuelle s'élevait à 80 francs, le bulletin revenait à 50 francs par exemplaire et était également vendu aux non-adhérents au prix unitaire de 60 francs. Á titre de comparaison, on rappellera que le volume des actes du colloque *Blanqui et les blanquistes*, publié en 1984, était vendu par les éditions SEDES au prix de 185 francs (129,50 francs pour le prix de souscription), pour 320 pages. Le prix du second numéro du bulletin, tiré à 500 exemplaires, fut estimé à 30 000 francs sur la base de 120 pages ou à près de 35 000 francs pour 150 pages⁹. Une circulaire annuelle (un recto-verso donnant des informations diverses) fut adressée aux adhérents chaque automne, une façon ainsi de combler le vide entre deux numéros annuels du bulletin. Ajoutons que, si l'informatique n'avait pas alors vraiment touché le milieu universitaire, la dactylographie n'était pas encore non plus la règle. De nombreuses contributions étaient encore manuscrites. Ainsi des correctifs et corrections apportées par Maurice Agulhon, Henri Dubief ou Philippe Vigier à un projet de lettre destinée à faire connaître les activités de la Société¹⁰ ; ou encore de comptes rendus de lecture, tels ceux faits par Maurice Agulhon sur l'ouvrage consacré par

Jean-Pierre Collignon aux médailles de la Deuxième République ou par Philippe Vigier sur le livre de Christian Thibon consacré au pays de Sault. De la main de Philippe Vigier encore les « mots du président »¹¹ et de celle de Maurice Agulhon l'article rendant compte du colloque sur les socialismes. Tous manuscrits qui ne le cèdent en rien à ceux des grands romanciers ou historiens du XIX^e siècle quant aux ajouts, ratures, corrections diverses....¹².

8 Le bulletin fut officiellement présenté le dimanche 3 mars 1985 lors de l'Assemblée générale de la Société, salle Marc Bloch à la Sorbonne. Dans une lettre adressée aux sociétaires le 1^{er} février précédent, le secrétaire de rédaction émettait le vœu que ce bulletin, malgré « des imperfections » et « des lacunes », apporte au lecteur « des informations variées » et « une ouverture sur les recherches les plus récentes concernant l'histoire du XIX^e siècle »¹³. Nul doute que les informations n'aient été variées et que l'ouverture sur les recherches en cours n'ait été réelle. Mais, au niveau du réel, les lacunes et les imperfections le furent bien davantage. Qu'on en juge : aucun nom d'auteur dans la table des matières, dont les articles apparaissent dès lors comme le produit d'un phalanstère de la pensée et de l'écriture (ce qui, en définitive, convient bien à des dix-neuviémistes) ; inversion de paragraphes dans un article ; multiples coquilles, dont quelques-unes assez savoureuses comme celle entachant le titre de l'ouvrage de Pierre Pierrard sur *L'Église et les ouvriers en France, 1840-1840* (sic). Sans disparaître totalement, les imperfections matérielles s'atténuèrent par la suite, à l'exception notable du n° 5 de 1989, pompeusement qualifié de numéro spécial. Spécial, ce numéro l'est en effet, à plusieurs titres : en dehors du fait d'être consacré au thème *Histoire de centenaires ou le devenir des révolutions. Contributions à l'histoire des centenaires des révolutions de 1830, 1848, 1870 et 1871 en France et en Europe* et d'avoir une dimension véritablement européenne, il possède la particularité d'être paru sans table des matières, celle-ci ayant fait l'objet d'un tiré à part délicatement inséré dans le volume... après sa parution. Le changement d'imprimeur permit un saut qualitatif non négligeable à partir du n° 3 de 1987. Il est au demeurant assez savoureux que l'imprimerie de Montligeon, située non loin de Mortagne-au-Perche (Orne), appartienne à l'ordre des Trappistes, qui n'eut aucun scrupule à imprimer le bulletin d'une Société spécialisée dans l'histoire des révolutions.

90 Le contenu du bulletin était discuté en bureau, le plus souvent sur proposition du secrétaire des publications, mais toujours adopté après discussion. En l'absence de véritable comité de lecture, les articles « tournaient » en fonction des compétences de chacun, mais pas systématiquement. Étaient soumis à des avis circonstanciés ceux qui, pour des raisons diverses, semblaient poser problème. Par ailleurs, la position professionnelle ou la simple renommée de l'auteur d'un article pouvait suffire à éviter de lui demander des modifications. En tant que président, Philippe Vigier tranchait moins qu'il ne suggérait des pistes ou proposait des noms. En dehors du « Mot du président », il n'a publié qu'un seul article dans le Bulletin tout au long de sa présidence — une contribution à l'histoire de la commémoration du centenaire de la République en 1970, à laquelle il avait activement contribué comme en témoigne le volume intitulé *L'Esprit républicain*¹⁴. Classiquement, on s'efforçait de coller à l'actualité, sans en faire une contrainte. Dès 1984, des pistes avaient été lancées pour le deuxième numéro : outre la publication régulière de la conférence de l'assemblée générale (celle de 1985 portait sur Victor Hugo et fut prononcée par Bernard Leuilliot), le secrétaire des publications demanda à ce que l'ensemble du XIX^e siècle soit couvert, incluant la Monarchie de Juillet, la Commune, la Troisième République. Il proposa que, dans l'optique du bicentenaire de la Révolution française déjà en chantier, soient retrouvés et interviewés les membres du comité d'organisation du centenaire de la Révolution de 1848. De même, afin de conserver des liens réguliers avec nos collègues et amis littéraires, dès 1984 avait été annoncée la publication par Georges Lubin de lettres inédites de George Sand et de Marc Dufraisse — ce qui fut fait dans les numéros 2 et 3. Mais le bulletin accueillit aussi Roger Bellet ou Claude Schopp, Francis Ambrière ou Louis Le Guillou. Jusqu'au n° 4 inclus, la forme adoptée fut celle des Varias.

11 L'histoire économique ne fut pas oubliée, et l'on sait les réactions qu'entraîna la publication d'un article d'Anthony Rowley sur les crises de 1846 et 1848¹⁵, formant une sorte de binôme avec un article d'Alain Plessis consacré au crédit en France sous le Second Empire¹⁶. La partie

« Lectures » s'étoffait sensiblement au fur et à mesure des numéros, ainsi que les annonces ou les comptes rendus de colloques. Les maisons d'édition se montrant plus généreuses, la rubrique devint conséquente, provoquant parfois quelques réactions de la part d'auteurs s'estimant mal jugés. À partir du troisième numéro de 1987, une liste de correspondants régionaux et internationaux fut établie : rares furent celles qui refusèrent parmi les personnes contactées (le refus de J. P. T. Bury pour l'Angleterre fut motivé par le fait qu'il était retraité¹⁷), mais leur apport fut irrégulier. Toutefois, il convient de rappeler ici les contributions régulières et fournies de Raymond Huard, de Mirella Larizza-Lolli, de Claude Latta, d'Edgar Leon Newman, de Roger Price, de Marc Vuilleumier. Plus largement, l'internationalisation des contributeurs au Bulletin ne fut pas un vain mot : c'est ainsi que l'on retrouve au sommaire des différents numéros (ceux de la période Philippe Vigier) les noms de Dan Berindei, Alessandro Galante Garrone, Arthur Mitzman, Karen M. Offen, Rainer Riemenschneider, Michael D. Sibalis — une liste non-exhaustive.

12 Peut-on parler, à propos de cette période et du point de vue du Bulletin, d'une histoire militante ? La présence de noms comme ceux de Maurice Agulhon, de Marcel Cerf, d'Alain Dalotel, de Rémi Gossez, de Raymond Huard, de Claude Latta, de Fernand Rude, de Jacques Thbaut y inciterait, mais pour des raisons différentes. Certes, chacun de ces noms illustre une famille de la gauche française et leur présence concomitante au sein de la Société de 1848 — ajoutée à celle d'autres membres dont la liste serait trop longue — a pu pendant longtemps faire passer la dite Société pour une réunion d'historiens « de gauche », de manière exclusive. S'il est statistiquement difficile de le nier, on remarquera que la dite Société n'a jamais demandé ses opinions à une personne souhaitant adhérer, et qu'elle a trouvé tout naturel de porter à sa présidence Philippe Vigier, qui n'avait pas tout à fait les mêmes opinions politiques (et religieuses) que la majorité des personnes citées ci-dessus. Précisons également qu'il sembla naturel de réunir autour d'une même table pour débattre du « XIX^e siècle en question » Maurice Agulhon, Jean-Pierre Chaline, Alain Corbin, Claude Langlois, Jean-Yves Mollier, Alain Plessis et Philippe Vigier¹⁸. Du reste, ce « militantisme » ne relève pas du même ordre, si l'on regarde de plus près ce que fut la contribution des historiens cités ci-dessus : il existe à l'évidence une démarche historiographique jointe à un engagement personnel dans le compte rendu fait par Maurice Agulhon sur le colloque consacré aux socialismes¹⁹ comme dans la recension faite par Raymond Huard de « Quinze ans de recherches historiques soviétiques sur le XIX^e siècle français dans *L'Annuaire d'études françaises* »²⁰. Militantisme aussi que celui qui anime les tenants de la mémoire d'un événement, souvent en phase avec un militantisme politique personnel : ainsi de Marcel Cerf, par ailleurs longtemps à la tête des Amis de la Commune, ou d'Alain Dalotel, actuel vice-président des mêmes Amis de la Commune. On pourra également se rapporter à l'entretien que j'ai eu avec Philippe Vigier et Rémi Gossez au sujet du centenaire de 1848, suscitant ainsi un jeu de mémoires croisées²¹.

13 Militantisme toujours que celui d'un Fernand Rude ou d'un Claude Latta en faveur de la mémoire du Lyon révolutionnaire, des canuts et des sociétés secrètes de la Monarchie de Juillet. C'est dire aussi que l'histoire, alors, n'était pas le domaine réservé des seuls universitaires au sein de cette Société. En témoignent les noms de ceux ou de celles qui adhèrent à la Société ou publièrent dans son bulletin pour évoquer la mémoire d'un homme ou d'une femme qui leur était cher, manifestant ainsi le maintien d'une mémoire au présent. Ainsi de Jean-Améde Lathoud pour Lamartine²², de Jacques Thibaud pour Constantin Pecqueur²³ ou de Anne Troisier de Diaz, la petite-fille d'Émile Ollivier : tous ceux qui l'ont connue savent avec quelle énergie elle défendait la mémoire de son grand-père. Sa réaction fut courtoise, mais ferme, lorsque, rendant compte d'une œuvre majeure de son aïeul, *1789 et 1889. La Révolution et son œuvre sociale, religieuse et politique*, une réédition introduite par Maurice Agulhon, j'avais eu le malheur d'écrire : « Pourtant, le fait est qu'il y a du renégat dans cet homme, pur produit de 1848 et qui finit dans la peau d'un premier ministre "libéral" de Napoléon-le-Petit, le tombeur de la République et de la liberté »²⁴. Mais on pourrait citer aussi le nom de Simone Waquet qui a maintenu la mémoire de Clamecy et de la résistance nivernaise au coup d'État au sein de cette Société. Militantisme toujours, avec le large compte-

rendu de l'année Hugo fait par Jean-Yves Mollier dans le numéro 2 (une douzaine de livres, deux expositions et leurs catalogues, un film et de nombreux débats), au risque de l'épuisement de l'auteur avouant : « je ne referai pas un tel C.R. pour un autre écrivain, car cela demande trop d'heures dépensées au détriment d'autres activités »²⁵. Jean-Yves Mollier, grâce à ses premières amours (cf. sa thèse de troisième cycle sur Noël Parfait, sous la direction de Pierre Citron), fut un relais efficace avec nos collègues littéraires, nous permettant notamment de nouer des contacts avec Claude Schopp ou Roger Bellet. Un autre relais efficace et militant à sa façon — radiophoniquement — fut Pierre Lenoël qui fit connaître nos publications avant même « Aligre FM » sur « 988 FM », grâce à l'émission Clio. On relève, parmi les invités de l'année 1985-1986, les noms de Maurice Agulhon, d'Alain Corbin et de Rémi Gossez, ce dernier pour une émission spécifiquement consacrée à la Société de 1848²⁶. Juriste de formation, Pierre Lenoël fut à l'origine du toilettage des statuts de la Société, une nécessité pour les rendre conformes aux normes attendues des associations du type loi de 1901 et reconnues d'utilité publique.

14 Mais déjà se posait le problème de l'élargissement de l'audience, des relais possibles (bibliothèques universitaires, archives départementales, universités françaises et étrangères, collègues recensés dans le répertoire du CNRS des historiens de l'époque moderne et contemporaine, première édition). Quant au problème — non résolu à ce jour, soit vingt ans après — de la diffusion du bulletin, il amena le secrétaire de rédaction à effectuer des dépôts du dit bulletin dans des libraires comme les Presses Universitaires de France, Gibert jeune ou la FNAC. Toutes acceptèrent, moyennant un prélèvement de 25% pour les deux premières, de 33% pour la troisième, ce qui fait que nous vendions à perte. Non résolue non plus est la question des relations avec d'autres sociétés savantes et/ou militantes aux centres d'intérêt proches des nôtres. En dehors de collaborations entreprises à titre individuel, on ne peut que constater que, tant avec la Société des études robespierristes qu'avec les Amis de la Commune, les relations institutionnelles en restèrent au point mort. Au point mort également les relations avec la Société d'histoire de la Restauration et de la monarchie constitutionnelle, présidée par le père Bertier de Sauvigny et dirigée de fait par Benoît Yvert, où s'illustraient Emmanuel de Waresquiel ou Jean-Paul Clément. En revanche, les liens furent toujours maintenus avec la Société des Études romantiques et dix-neuviémistes, grâce à la présence réciproque de membres de chaque société dans le conseil d'administration de l'autre. Mais en renversant le propos, cette présence réciproque témoigne de liens personnels et intellectuels fondés sur une approche sensiblement partagée du XIX^e siècle.

15 La suite relève d'une autre époque et d'une autre équipe : celle qui, autour d'Alain Corbin, a été à l'origine de la transformation du bulletin en *Revue d'histoire du XIX^e siècle* en 1995. Équipe au sein de laquelle apparaissent les noms de Jacqueline Lalouette, d'Evelyne Lejeune-Resnick, mais aussi de Frédéric Chauvaud qui a porté cette idée de transformation, d'abord hors la Société de 1848, sous la forme d'un projet non abouti de revue trimestrielle appelée *XIX^e siècle*²⁷, puis au sein de la Société, avec une périodicité de la Revue devenue semestrielle en 1996. Une évidence s'impose : il a fallu du temps pour changer la forme de ce lien entre les adhérents et la Société, mais aussi pour ouvrir cette publication à un champ chronologique plus large, tout en restant fidèle à l'esprit des fondateurs. La durée de cette évolution illustre d'une part la confrontation pacifique mais réelle de conceptions différentes du rôle de la Société de 1848 ; d'autre part la fragilité matérielle de celle-ci. Ainsi, le fait de passer à deux numéros par an, hautement souhaitable, s'est-il révélé difficile à gérer humainement, techniquement et financièrement. Près de vingt ans après la renaissance d'un bulletin, nous sommes toujours à la merci d'une augmentation non maîtrisée des coûts de fabrication, des frais postaux, et d'une stagnation, voire d'une érosion de nos adhérents. Sans aide publique, en l'occurrence celle du CNL, nous serions dans une situation critique. Ce centenaire témoigne donc à la fois de la permanence des faiblesses structurelles de cette Société et de sa vitalité fondée sur le bénévolat de ceux et celles qui ont œuvré à sa création, puis à sa pérennité. La publication de référence qu'est devenue la *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, comparée aux premiers numéros du bulletin,

témoigne que la notion de progrès, centrale dans la rhétorique du siècle des révolutions et des mutations, peut aussi s'appliquer au parcours des sociétés savantes.

Notes

1. Archives personnelles (désormais A.P.), lettre à Jean-Claude Caron, 22 juin 1983.
2. A.P., circulaire en date du 29 mars 1984, signée le secrétaire général, Alain Faure.
3. A.P., circulaire manuscrite, sans date, signée le secrétaire, Alain Faure.
4. A.P., compte rendu manuscrit du Comité directeur du 10 mai 1984 (par erreur : 10 mai 1981 (sic) sur le document) fait par Jean-Claude Caron.
5. A.P., circulaire du 14 mars 1984, signée Jean-Claude Caron ; A.P., compte rendu manuscrit du Comité directeur du 10 mai 1984 (par erreur : 10 mai 1981 (sic) sur le document) fait par Jean-Claude Caron.
6. Philippe VIGIER, « Le mot du président ou les raisons et les limites d'un retour aux sources », dans *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n° 1-1985, p. 6.
7. A.P., société TAZ, devis en date du 18 novembre 1984, signé A. Le Rest.
8. A.P., ajout à la main sur une photocopie du devis référence à la note précédente ; prix donnés hors taxes.
9. A.P., devis de TAZ, 25 novembre 1985.
10. A.P., sans date ; ajouts manuscrits sur projet de circulaire.
11. A.P., sans date.
12. A.P., sans date.
13. A.P., circulaire signée par le secrétaire de rédaction, en date du 1^{er} février 1985.
14. Philippe VIGIER, « 1870-1970. Le centenaire de la République », dans *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n° 5-1989, pp. 89-94 ; *L'Esprit républicain*, actes du colloque d'Orléans (1970), Klincksieck, 1972
15. Anthony ROWLEY, « Deux crises économiques modernes : 1846 et 1848 ? », dans *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n° 2-1986, pp. 81-90.
16. Alain PLESSIS, « La Révolution du crédit en France (1852-1857) ? », dans *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n° 3-1987, pp. 31-40.
17. A.P., lettre en date du 5 décembre 1986.
18. « Le XIX^e siècle en question », dans *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n° 6-1990, pp. 19-38.
19. Maurice AGULHON, « Les socialismes français. Réflexions autour d'un colloque discret », dans *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n° 3, 1987, pp. 83-86.
20. *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n° 4-1988, pp. 95-102.
21. « 1848-1948. Le printemps des peuples. Le centenaire en France. Entretien Philippe Vigier-Rémi Gossez avec Jean-Claude Caron et Pierre Lenoël », dans *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n° 5-1989, pp. 45-53. Deux précisions : Pierre Lenoël, empêché, n'avait pu être présent le jour de l'enregistrement de l'entretien, mais nous l'avions préparé ensemble ; Fernand Rude devait être présent, mais du fait d'une erreur d'adresse de ma part, le courrier lui proposant de se joindre au débat lui est parvenu trop tard.
22. Jean-Amédée LATHOUD, « Mâcon honore Lamartine. Une mosaïque monumentale à Mâcon consacrée au Gouvernement provisoire de 1848 et au "Banquet des Girondins" du 18 juillet 1847 », dans *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n° 4-1988, pp. 103-107.
23. « Á propos du centenaire de la mort de Constantin Pecqueur (1887-1987). Jalons pour une biographie scientifique », dans *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n° 3-1987, pp. 67-82.
24. Voir *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n° 6-1990, p. 127.
25. A.P., lettre de Jean-Yves Mollier à Jean-Claude Caron, 22 octobre 1985.
26. A.P., lettres de Pierre Lenoël des 30 septembre 1985 et 18 novembre 1985.
27. A.P., lettre en date du 4 novembre 1989.

Pour citer cet article

Référence électronique

Jean-Claude Caron, « Comment naissent les publications. Contexte et conditions de la renaissance du bulletin de la Société (1983-1991) », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 19 février 2006, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index948.html> ; DOI : 10.4000/rh19.948

À propos de l'auteur

Jean-Claude Caron

Professeur à l'Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Résumé / Abstract

Présidée par Philippe Vigier, la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle a pris la décision en 1984 de publier à nouveau un bulletin. L'auteur de ces lignes a été chargé de s'occuper de cette publication, depuis le premier numéro, qui a vu le jour en 1985, jusqu'à sa démission en 1991. Les débats se concentrèrent sur le choix du titre, et aboutirent à la solution suivante : *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*. De nombreuses questions durent être résolues : financement, impression, réseaux de correspondants nationaux et internationaux, et naturellement contenu du bulletin. Il fallut concilier histoire savante, témoignages, histoire plus militante.

How publications are born. The context and the conditions of the bulletin of our Society (1983-91)

Under Philippe Vigier's chairmanship, the Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du 19^e siècle in 1984 to publish an annual bulletin again. I was in charge of this publication, from the first issue, published in 1985, until my resignation in 1991. The discussion focused on the choice of a title and led to the following solution : *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*. Many questions had to be solved: financing, printing, networks of national and international corresponding members, and, last but not least, the editorial content. I had to combine scholarly history with memories and a more committed history.

Licence portant sur le document : Tous droits réservés